



Élections à la Knesset : sans les partis arabes, pas de changement de gouvernement

À dix jours des élections à la Knesset, prévues le 27 octobre, presque tous les sondages laissent entrevoir une impasse : ni la coalition gouvernementale actuelle du Premier ministre Benjamin Netanyahu, ni le bloc d'opposition n'atteignent la majorité requise de 61 sièges sur les 120 que compte la Knesset. Si l'opposition souhaite renverser le gouvernement Netanyahu, elle devra probablement compter sur la participation, ou tout au moins le soutien, des partis arabes.

Par Sacha Wigdorovits

Dans quatre des cinq sondages réalisés les 15 et 16 octobre, aucun des deux blocs politiques n'atteint la majorité requise de 61 sièges. Seul le sondage de la chaîne de télévision Channel 14, dont les résultats sont généralement nettement plus favorables au Premier ministre Benjamin Netanyahu, attribue 61 sièges à la coalition gouvernementale sortante.

Gadi Eisenkot devance de justesse Benjamin Netanyahu

Les quatre autres sondages font état d'une impasse : le bloc gouvernemental, composé du Likoud de Netanyahu, de deux partis nationalistes de droite et de deux partis ultra-orthodoxes, et le bloc d'opposition sioniste, composé de trois partis et d'une coalition bipartite, obtiennent en moyenne chacun entre 50 et 51 sièges. Les deux camps sont donc nettement en deçà de la majorité requise.

Dans la plupart des sondages, le parti Yashar de l'ancien chef d'état-major israélien Gadi Eisenkot devance de peu le Likoud de Netanyahu, ou bien les deux partis sont à égalité. Selon ces résultats, Yashar obtient en moyenne 21,8 sièges, contre 21,0 pour le Likoud. Si l'on exclut le sondage de Channel 14, traditionnellement favorable à Netanyahu, Yashar obtient en moyenne 22,25 sièges et le Likoud 19.

Avec onze à douze sièges, la coalition Beyachad (« Ensemble »), dirigée par les anciens Premiers ministres Naftali Bennett et Yair Lapid, serait, selon ces sondages, la troisième force politique du nouveau Parlement. Elle fait partie du camp de l'opposition.

Quatre à neuf sièges pour les partis non affiliés à un bloc

La question de savoir si le parti Amcha Israel, dirigé par l'ancien général Ofer Winter, parviendra à franchir le seuil électoral de 3,25 % nécessaire pour entrer à la Knesset reste en suspens. Selon les sondages, il obtiendrait quatre sièges ou



Élections à la Knesset : sans les partis arabes, pas de changement de gouvernement

échouerait face au seuil électoral. M. Winter ne peut être clairement rattaché à aucun des deux grands blocs politiques.

Il en va de même pour l'alliance récemment formée entre les partis « Les Réservistes », « Nouveau Parti économique » et « Oz », sous la direction de Yoaz Hendel, Yaron Zelekha et Einat Wilf. Cette alliance n'appartient elle non plus ni au bloc gouvernemental ni à celui de l'opposition. Son entrée à la Knesset semble probable d'après les sondages analysés : les cinq enquêtes prévoient toutes qu'elle remportera au moins quatre sièges.

Les partis arabes devraient obtenir entre 13 et 15 sièges

Les partis arabes pourraient jouer un rôle déterminant dans la formation du futur gouvernement. Trois d'entre eux se sont regroupés au sein d'une liste commune, tandis que le Ra'am, dirigé par Mansour Abbas, se présente de manière indépendante. D'après les cinq derniers sondages, la Liste unifiée obtiendrait entre huit et neuf sièges, et le Ra'am entre cinq et six mandats.

Au total, les partis arabes obtiendraient ainsi entre 13 et 15 sièges. Leur soutien pourrait permettre au camp de l'opposition d'obtenir la majorité parlementaire. Dès 2021, Ra'am, un parti arabe indépendant, avait déjà fait son entrée au sein d'une coalition gouvernementale israélienne.

Jusqu'à présent, les principaux responsables de l'opposition, à l'exception de Yair Golan, le président du Parti démocrate, ont exclu toute nouvelle participation d'un parti arabe au gouvernement. Il reste toutefois à voir s'ils maintiendront cette position en cas de résultats électoraux ne débouchant pas sur une majorité claire.

Soutien des partis arabes ou nouvelles élections

La candidature de Yoav Segalovitz en deuxième position sur la liste du Ra'am donne lieu à une situation particulière. Si, comme prévu, le parti remportait au moins cinq sièges, son entrée à la Knesset serait assurée.

Segalovitz est titulaire d'un doctorat en droit, juif et sioniste. En tant qu'officier de police de haut rang, il s'est engagé dans la lutte contre la criminalité au sein des communautés arabes, ce qui lui vaut également une bonne réputation auprès des Israéliens d'origine arabe. Son intégration au sein d'un gouvernement formé par l'opposition actuelle serait politiquement plus facile à justifier pour celle-ci qu'une



Élections à la Knesset : sans les partis arabes, pas de changement de gouvernement

coalition formelle avec Ra'am, mais devrait néanmoins déboucher sur un soutien de la part du parti arabe.

Il est envisageable que l'opposition forme un gouvernement même sans la participation officielle des partis arabes. Cela supposerait toutefois que ces derniers soient disposés à soutenir à la Knesset un gouvernement minoritaire formé par les partis d'opposition actuels.

La question de savoir comment se présenteront réellement les rapports de force au sein du Parlement israélien, fortement fragmenté, après le 27 octobre 2026 reste ouverte. Les sondages actuels suggèrent toutefois qu'un changement de gouvernement ne sera pas possible sans le soutien des partis arabes. Si la formation d'un gouvernement capable d'obtenir la majorité échoue, Israël devra bientôt faire face à de nouvelles élections.

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.